

Présidence : Biélorussie

## 1013<sup>e</sup> SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 8 juin 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 11 h 15

2. Président : Ambassadeur A. Dapkiunas.

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

*Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE* : Biélorussie (FSC.DEL/233/22 Restr.), France, Fédération de Russie (annexe) (FSC.DEL/232/22), France-Union européenne (FSC.DEL/228/22), Royaume-Uni (FSC.DEL/229/22 OSCE+), Canada, Suisse (FSC.DEL/230/22 OSCE+)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

a) *Point sur les travaux visant à déterminer la date, l'ordre du jour et les modalités du onzième Débat annuel sur la mise en œuvre du Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité* : Président (FSC.DEL/234/22 Restr.)

b) *Rapport sur la visite d'évaluation technique relative à la demande d'assistance permettant de renforcer les capacités des autorités nationales azerbaïdjanaises à mettre en œuvre des mesures de réduction des risques que présentent les engins explosifs et d'intervention en cas d'explosion* (FSC.GAL/57/22 Restr.) : Arménie (FSC.DEL/235/22 OSCE+), Azerbaïdjan, Représentant du Centre de prévention des conflits

4. Prochaine séance :

Mercredi 15 juin 2022, à 10 heures, dans la Ratsaal et par visioconférence

**1013<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1019 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION  
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Pendant huit ans, les États-Unis d'Amérique et les pays membres de l'OTAN et de l'Union européenne ont formé des néonazis et des nationalistes extrémistes ukrainiens, les ont équipés d'armes et de matériel et ont combattu à leurs côtés en prenant d'abord pour cible la population russophone du Donbass, puis la Fédération de Russie. Nous condamnons dans les termes les plus forts ces actions, qui non seulement éloignent la perspective d'un règlement pacifique du conflit en Ukraine, mais déclenchent également une multiplication de menaces pour la sécurité européenne et internationale.

Au début de cette année, nous avons parlé, lors du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS), de la façon dont l'OSCE apportait une contribution tangible aux efforts mondiaux visant à prévenir le trafic illicite d'armes et de munitions. Il semble cependant que les mesures prises par les États participants dans ce sens aient été vaines. En effet, l'espace de l'OSCE est aujourd'hui confronté au défi bien réel du commerce illégal de systèmes d'armes sensibles – systèmes portatifs de défense antiaérienne, systèmes de missiles antichars, systèmes de roquettes à lancement multiple et systèmes de défense antiaérienne à longue portée – que l'Occident « civilisé » expédie constamment en Ukraine. On peut se demander si les États « à l'ouest de Vienne » ne vont pas commencer à récolter les fruits de leurs violations flagrantes des principes fondamentaux du contrôle des exportations et du comportement responsable qui s'appliquent à la question des transferts d'armes vers les zones de conflit. Il semble malheureusement que toutes les conditions préalables soient réunies pour que cela se produise.

Tout d'abord, à la fin du mois de février, les dirigeants ukrainiens ont pris la décision de procéder à une distribution massive de milliers d'armes légères et de petit calibre (ALPC) à la population civile, notamment à des criminels libérés de prison. Des sources ouvertes ont permis de trouver des preuves choquantes de la manière dont des systèmes de missiles antichars Javelin de fabrication américaine étaient entreposés chez des habitants. Ces décisions irréfléchies ont eu pour conséquence de déstabiliser la situation en matière de sécurité intérieure, d'accroître la violence et les pillages quotidiens et de faire de nouvelles victimes inutiles parmi la population civile. Selon les données de la police nationale ukrainienne, le nombre de crimes impliquant l'utilisation d'armes à feu a récemment augmenté de près de 40 %.

Ce qui m'amène à mon deuxième point. Les énormes volumes d'ALPC occidentales qui se retrouvent inévitablement entre les mains des néonazis ukrainiens et dans la clandestinité alimentent le marché noir des armes en Europe. De nombreux magasins importants de vente en ligne d'armes sont déjà en activité sur le dark web et proposent notamment des ALPC fournies à l'Ukraine par les pays occidentaux. Nos collègues peuvent voir sur cette diapositive que des missiles guidés antichars Javelin de fabrication américaine sont mis en vente à 30 000 dollars pièce. En outre, tous ceux qui le souhaitent peuvent désormais acheter un fusil de précision Barrett M82 de fabrication américaine ou un lance-grenades Panzerfaust 3 de fabrication allemande, avec livraison express à domicile depuis Kiev, grâce aux services de la société internationale DHL. Mais comme on dit, ce ne sont que des broutilles. Selon le Secrétaire général de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), Jürgen Stock, les groupes criminels qui sont déjà « intéressés » par les biens militaires fournis au gouvernement ukrainien finiront par distribuer des armes illégales en Europe<sup>1</sup>. Les gouvernements des pays européens tiendront-ils compte de la position d'INTERPOL ?

Troisièmement, les fournitures militaires livrées par l'Occident au Gouvernement ukrainien ont déjà commencé à se répandre dans le monde entier. Récemment, des combattants du « bataillon Sheikh Mansur », une formation armée illégale, se sont vantés de posséder de nouvelles armes qu'ils avaient réussi à sortir d'Ukraine avec l'aide, affirment-ils, de la direction militaire et politique de ce pays. Des informations font même état de la mise en place d'une filière de transfert d'armes de l'Ukraine vers le territoire syrien via la Roumanie et la Bulgarie. Comment des lance-missiles anti-char Javelin et des fusils SCAR-L de fabrication belge ont-ils pu « apparaître » chez des extrémistes à Idlib ? Nous invitons nos collègues occidentaux à commencer enfin à réfléchir à la façon dont ils se transforment en fournisseurs d'armes non pas pour « la défense de l'Ukraine », mais au profit des islamistes extrémistes au Moyen-Orient.

Monsieur le Président,

Les incantations des États participants occidentaux de l'OSCE selon lesquelles leur « assistance » militaire à l'Ukraine est de nature légitime et défensive ne sont rien d'autre que des douces illusions qu'ils partagent entre eux. La réalité est toute autre.

Selon la position commune de l'UE, les États membres qui sont membres de cette association d'intégration doivent tenir compte, lorsqu'ils prennent des décisions sur les transferts d'armes, des risques de réexportation non autorisée des armes et de leur détournement vers des circuits illicites. En outre, conformément à la pratique internationale, les transferts de la plupart des types d'armes impliquent toujours la présentation d'un certificat d'utilisateur final par le pays qui reçoit les armes. L'une des principales conditions pour qu'un tel certificat soit délivré est qu'il n'est pas permis de retransférer les armes reçues sans le consentement écrit du pays exportateur. Cette disposition est violée par la Bulgarie, la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie et d'autres pays de l'OTAN dirigés par les États-Unis. Le fait que le Gouvernement américain adopte une attitude cavalière à l'égard de ses obligations internationales apparaît clairement dans son projet d'envoyer en Ukraine des

---

1 <https://amp.theguardian.com/world/2022/jun/02/ukraine-weapons-end-up-criminal-hands-says-interpol-chief-jurgen-stock>

hélicoptères Mi-17 que notre pays avait précédemment transférés aux États-Unis pour être utilisés exclusivement en Afghanistan.

Le Traité sur le commerce des armes exige que chaque État partie évalue la probabilité que les armes à transférer puissent porter atteinte à la paix et à la sécurité. Avec le Document de l'OSCE sur les ALPC et les Principes de l'OSCE régissant les transferts d'armes classiques, le Traité interdit d'autoriser l'exportation d'armes si cela présente un risque évident de violation du droit international humanitaire et est susceptible d'exacerber un conflit armé.

Tous les principes susmentionnés de politique responsable en matière de contrôle des exportations sont violés de manière imprudente par les pays membres de l'UE et de l'OTAN qui « aident » activement l'Ukraine à tuer des civils du Donbass. Je vous propose maintenant de faire une courte pause et de regarder quelques séquences vidéo illustrant les « succès » de la diplomatie occidentale « grâce » auxquels les civils du Donbass ont passé le week-end dernier sous un déluge de tirs d'artillerie des forces armées ukrainiennes. Le 6 juin, un système d'artillerie César automoteur de 122 mm de fabrication française a été utilisé dans le bombardement de zones d'habitation de la ville de Donetsk, à la suite de quoi deux personnes ont été blessées. Certains rapports font état de l'utilisation d'obusiers M109A3 fournis par la Norvège et de pièces d'artillerie de 155 mm M777 de fabrication britannique. Des fragments d'obus à fragmentation explosive de 155 mm LU 211 ont été découverts dans des endroits où des tirs d'artillerie avaient eu lieu. Ces obus permettent de tirer à une distance allant jusqu'à 40 km à l'aide de canons en service dans les pays de l'OTAN. Les bombardements ciblés de la ville de Donetsk effectués par les nationalistes ukrainiens ont causé de graves dommages à des infrastructures exclusivement civiles : écoles, maternelles, installations médicales et immeubles d'habitation. Rien que la semaine dernière, pas moins de 18 personnes ont été tuées dans cette ville et plus de 80 civils, dont des enfants, ont été blessés. Il est impossible de comprendre la logique monstrueuse qui explique ce bombardement. Les délégations de l'UE, de la France, de la Norvège, du Royaume-Uni et du Canada exprimeront-elles aujourd'hui des regrets au sujet des pertes humaines et des destructions dans le Donbass ?

Nous sommes informés de manière fiable que des centaines d'officiers de la CIA et des services de renseignement britanniques opèrent à Kiev depuis 2014, sinon plus tôt. Les dirigeants militaires et politiques ukrainiens reçoivent également des instructions d'officiers militaires de l'autre côté de l'Atlantique. Selon CNN, le commandant du département militaire de Californie, le général David Baldwin, organise des appels vidéo environ une fois par semaine avec les plus hauts dirigeants des forces armées ukrainiennes : « [I]ls s'échangent des messages texte et se téléphonent pour discuter de la « situation générale<sup>2</sup> ». M. Baldwin lui-même parle ouvertement de la manière dont les membres de la Garde nationale californienne, en particulier les pilotes, sont en contact quotidien avec des militaires ukrainiens afin de pouvoir partager avec eux des idées et des « astuces » sur les tactiques de combat. Les conseillers américains du Gouvernement ukrainien vont-ils enfin demander à ce dernier de mettre fin à son génocide contre la population civile du Donbass, qui dure depuis huit ans ? Est-il normal que les habitants de Donetsk et de Lugansk et tous ceux qui n'ont pas juré fidélité au régime nazi et néonazi soient tués ? Nous attendons de la délégation américaine qu'elle fournisse des explications détaillées à ce sujet.

Nous insistons sur le fait que les États participants qui fournissent une assistance militaro-technique sous quelque forme que ce soit au Gouvernement ukrainien partagent l'entière responsabilité, avec l'armée ukrainienne et les néo-nazis, des pertes subies par la population civile et de toute nouvelle destruction dans le Donbass. Ils seront très certainement tenus de rendre des comptes.

Monsieur le Président,

Le régime nationaliste de Kiev et ses conseillers anglo-saxons ont non seulement la population civile de la République populaire de Lougansk (RPL) et de la République populaire de Donetsk (RPD) dans leur ligne de mire, pour ainsi dire, mais aussi celle de la Fédération de Russie. Il est inutile de discuter des promesses du Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, selon lesquelles les systèmes de roquettes à lanceur multiple HIMARS de fabrication américaine ne seront pas utilisés pour bombarder le territoire russe. Nous ne croyons pas à ces promesses. D'autant plus que des interceptions radio obtenues par le Ministère russe de la défense indiquent que le Gouvernement ukrainien prévoit de déployer ce système de roquettes d'origine américaine dans les zones d'habitation de la ville de Chostka, dans la région de Soumy, et d'ouvrir le feu sur les zones frontalières de notre pays lorsque le Service de sécurité ukrainien en donnera l'ordre. Les objectifs sont prévisibles, à savoir provoquer des tirs de représailles des troupes russes, les accuser d'attaques aveugles et d'anéantissement de la population civile ukrainienne, puis diffuser de nouvelles fausses informations antiruses dans les médias occidentaux.

À cet égard, je tiens à communiquer aussi clairement que possible à mes collègues du FCS la position officielle de la Fédération de Russie en citant une déclaration du Président Poutine : « S'ils (les missiles à longue portée) commencent à être livrés, nous tirerons nos conclusions en conséquence et utiliserons nos armes, et nous en avons beaucoup, pour frapper des installations que nous n'avons pas attaquées jusqu'à présent. » (Extrait d'une interview du 5 juin 2022 avec la chaîne de télévision Rossiya 1.) Cette position est également confirmée par le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dmitry Medvedev : « Si, Dieu nous en préserve, ces types d'armes [occidentales] devaient être utilisés contre les territoires russes, les forces armées de notre pays n'auraient d'autre choix que de frapper les centres de décision. Il s'agit en particulier du Ministère ukrainien de la défense et de l'état-major général, étant entendu que, dans ce cas, les véritables centres de décision ne sont malheureusement même pas situés à Kiev. » (Extrait d'une interview du 3 juin 2022 avec la chaîne de télévision Al Jazeera.)

Pour résumer ce qui a été dit sur les transferts d'armes et d'équipements occidentaux au Gouvernement ukrainien, nous rappelons avec fermeté que toute fourniture militaire à l'Ukraine n'est pas finalement un acte de guerre contre la Russie, mais un acte qui menace l'Europe elle-même. Nous vous invitons à y réfléchir.

Monsieur le Président,

La Fédération de Russie poursuit sa démilitarisation et sa dénazification de l'Ukraine comme prévu. Au cours de l'opération militaire spéciale, 304 formations de combat ont démontré leur haut niveau de capacités de combat et d'entraînement. Nous analysons bien sûr la façon dont l'ennemi agit et les armes qu'il utilise. Nous cherchons de nouveaux moyens plus efficaces de mener les hostilités dans un contexte où les néo-nazis ukrainiens utilisent des méthodes terroristes de confrontation armée.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale, 190 avions, 129 hélicoptères, 1 139 drones, 333 systèmes de missiles anti-aériens, 3 443 chars et autres véhicules blindés de combat, 478 systèmes de roquettes à lancement multiple, 1 807 pièces d'artillerie de campagne et mortiers, et 3 464 véhicules tactiques d'opérations spéciales ont été détruits. La semaine dernière, des chars T-72 fournis par les pays d'Europe de l'Est et d'autres véhicules blindés stationnés à l'intérieur des bâtiments d'une usine de réparation de wagons dans la banlieue de Kiev ont été anéantis. Des missiles de précision tirés en vol ont été utilisés pour frapper un centre d'entraînement à l'artillerie des forces armées ukrainiennes près de la localité de Stetskivka, dans la région de Soumy, où des instructeurs étrangers formaient le personnel militaire ukrainien à l'utilisation d'obusiers M777 de fabrication britannique. Les forces armées de la Fédération de Russie continuent également à éliminer systématiquement les mercenaires étrangers, dont le nombre a récemment diminué de moitié, passant de 6 600 à 3 500. Par ailleurs, il y a quelques jours, les papiers d'identité d'un colonel polonais en service, Dariusz Majchrzak, ont été trouvés à Sievierodonetsk. Il est peut-être déjà en train d'informer Bandera sur les missions de combat qu'il a effectuées.

Avec la connivence des pays occidentaux, les forces armées ukrainiennes et le régime de Kiev continuent de commettre des crimes de guerre en se servant de civils comme boucliers humains, en installant des positions de tir dans des immeubles d'habitation et en détruisant des sites religieux. À Sviatohirsk (RPD), ils ont utilisé des munitions incendiaires pendant leur retraite pour bombarder le sanctuaire en bois de Tous les Saints de la Terre russe sur le territoire de la Laure de Sviatohirsk. Il n'est pas inutile de rappeler que le 22 mai, lors d'un service dans l'église de la Résurrection de la ville de Stryi, dans la région de Lviv, des extrémistes ont aspergé de peinture verte un prêtre de l'Église orthodoxe ukrainienne (Patriarcat de Moscou). Selon sa fille, cet acte a été commis par des nationalistes qui « prennent possession des bâtiments de l'église<sup>3</sup> ». Pour une raison ou une autre, ces faits et d'autres concernant des violations flagrantes des normes du droit humanitaire international continuent d'être ignorés par l'ONU, l'OSCE et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

À ce jour, 17 localités de la RPL et de la RPD ont été libérées. Sviatohirsk est passé sous le contrôle des forces alliées : les restes des bataillons de la 95<sup>e</sup> brigade d'assaut aérien et de la 81<sup>e</sup> brigade aéromobile des forces armées ukrainiennes qui s'y trouvaient ont abandonné du matériel militaire et des armes sous l'assaut des unités russes. Nous considérons le refus des militaires ukrainiens de défendre le régime nationaliste de Kiev, dont personne n'a besoin, non pas comme une lâcheté mais comme une bonne décision. Au cours des six derniers jours, plus de 126 militaires des forces armées ukrainiennes se sont rendus ; au total, leur nombre dépasse désormais 6 400. Nous réaffirmons que tous les militaires ukrainiens qui déposent volontairement les armes bénéficient d'un traitement digne, conformément aux normes du droit humanitaire international, et peuvent compter sur un retour auprès de leur famille.

Dans le même temps, nous notons avec indignation que la partie ukrainienne continue de torturer et de maltraiter des soldats captifs de Russie, de la RPL et de la RPD. Nous allons diffuser un reportage vidéo qui révèle en détail la façon dont un milicien de Marioupol a été traité : des fusiliers commandos de la 36<sup>e</sup> brigade de la marine ukrainienne l'ont frappé avec

---

3 <https://news.church.ua/2022/05/22/u-m-strij-svyashhenika-lvivskoji-jeparxiji-upc-oblilil-zelenkoyu-pid-chas-liturgiji/>

une baïonnette jusqu'à ce qu'il perde connaissance, puis ils ont jeté son corps dans la rue en le laissant pour mort. C'est un miracle qu'il ait survécu. À cet égard, il est scandaleux que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'ait pas une seule fois informé la Fédération de Russie des visites de ses représentants aux prisonniers de guerre russes. C'est d'autant plus frustrant que nos observateurs ne sont pas du tout autorisés à voir ces prisonniers.

De nombreuses questions sont également soulevées par la découverte, dans le bureau abandonné du CICR à Marioupol, de dossiers médicaux indiquant les organes sains des enfants ; des instructions sur la sécurité chimique et la façon de faire face aux risques d'explosion ; des cartes de la région montrant les décès et les pertes non mortelles ; et des couveuses. Nous avons pris note du communiqué de presse du CICR à ce sujet, mais, à notre avis, cette réfutation ne répond pas encore à toutes les questions qui se sont posées lors de l'inspection du bureau de cette organisation à Marioupol.

Pendant ce temps, la Russie continue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les territoires libérés de l'Ukraine, de la RPD et de la RPL puissent retrouver une vie calme et sûre dès que possible. Les détachements de sapeurs des forces armées de la Fédération de Russie effectuent des tâches liées au déminage de zones présentant des risques d'explosion. Les locaux de l'usine Azovstal, notamment ses constructions souterraines, ont été entièrement déminés. Les premiers cargos ont accosté dans le port déminé de Marioupol. Au total, près de 3 000 hectares de terres, 35 bâtiments et environ 10 km de routes ont été contrôlés. Quelque 14 000 risques d'explosion ont été détectés et neutralisés.

Monsieur le Président,

Au lieu d'une conclusion et en guise de « réponse rapide » en prévision des déclarations des délégations occidentales, je voudrais aujourd'hui mentionner quelques citations de commandants militaires américains éminents qui ne sont plus en fonction. Ironie du sort, la plupart des responsables occidentaux ne deviennent perspicaces qu'une fois qu'ils ont quitté leurs fonctions publiques.

En réponse aux accusations anti-russes hypocrites des États participants de l'OSCE concernant la perpétration de crimes de guerre, je citerai quelques remarques de James Mattis, qui a été Secrétaire américain à la défense de 2017 à 2019 : « [Nous] ressemblons à de vils hypocrites ... Je me souviens du massacre de Son My (Vietnam, 1969), lorsque nos soldats américains ont tué de sang-froid 504 civils, dont 210 enfants ; de nombreuses femmes ont été violées. C'est un fait avéré. Mais Richard Nixon a-t-il été condamné comme criminel de guerre ? »

En réponse aux insinuations sans fondement selon lesquelles la Russie aurait provoqué une crise alimentaire mondiale, je citerai le colonel Douglas Macgregor, ancien conseiller principal du Secrétaire américain à la défense : « Ils [l'administration présidentielle et le ministère de la Défense] ne veulent pas admettre qu'ils avaient tort, qu'ils ont mené une énorme campagne de désinformation. Ils ne veulent pas admettre qu'ils ont amené le monde, en particulier l'Afrique, au bord de la famine parce qu'ils ont arrêté les exportations de blé. Ils ne veulent pas parler des choses qui comptent vraiment car ils veulent concentrer autant d'attention que possible sur tout ce qui peut nuire à la Russie. Et en dernière analyse, la Russie va s'en sortir plutôt bien. L'Ukraine, en revanche, est détruite et est effectivement un État en faillite. »

Et, enfin, permettez-moi de répondre aux tentatives des délégations occidentales de lancer des ultimatums à la Russie en citant plusieurs remarques du lieutenant-général Stephen Twitty, qui a occupé le poste de commandant adjoint du Commandement européen des États-Unis de 2018 à 2020 : « Plus le conflit se poursuit, plus la position de Kiev sera affaiblie lors des prochaines négociations [...]. La composante diplomatique nous fait cruellement défaut. Vous remarquerez qu'il n'y a même pas de tentative d'accord sur une quelconque négociation ; en fait, il n'y a pas de diplomatie. Et je ne pense pas que nous puissions le faire, étant donné ce que Poutine pense de nous. »

Je demande que la présente déclaration soit jointe au journal de la séance de ce jour.

Je vous remercie, Monsieur le Président.